

Journée d'actions et de grève du secteur public bruxellois

Le gouvernement bruxellois ne fait rien !

Ce 23 mai 2024 était planifié une grande journée d'actions et de grève pour notre secteur public de la région bruxelloise. Une manifestation a rassemblé un grand nombre de nos travailleurs voulant porter leur mécontentement jusqu'aux portes des Cabinets des messieurs suivants, le Ministre-président Vervoort, et les Ministres Clerfayt et Maron.



En marche de cette manifestation une délégation en front commun a été reçue par les trois Ministres pour s'entendre dire que rien ne pourra être mis en place pour l'instant pour refinancer ni revaloriser ce secteur.

Le dernier bouclier

Que ce soit dans le domaine de l'aide sociale, de la prévention et de la sécurité, de l'accueil de l'enfance, de la santé, de l'éducation... et bien d'autres encore ... Le personnel des dites administrations locales et des hôpitaux IRIS rendent de très nombreux services administratifs essen-

tiels et soigne la population. Pour une partie importante de la population bruxelloise de plus en plus pauvre, ces missions constituent très souvent le dernier bouclier de protection sociale et le dernier rempart à la marginalisation totale. Or, nous dénonçons depuis de très nombreuses années le sous-financement de tous ces services essentiels : sous-financement qui conduit à subir une quantité de charge de travail très lourde, des barèmes peu attractifs, des effectifs de personnel insuffisants et une charge psychosociale à la limite du supportable générant des problèmes de santé..., avec une incidence non

négligeable sur les services rendus à la population, trop souvent dans des conditions très difficiles.

Nous avons, il est vrai, signé un protocole sur un accord social de 75 millions euros pour notre secteur en 2021 (étalé sur 5 ans) mais les différentes crises COVID, énergétique et alimentaire ont englouti le peu de salaire revalorisé de nos agents des pouvoirs locaux, ce que nous avons dénoncé à chaque rencontre avec le Cabinet Clerfayt.

Avertissement

Dans le cadre des campagnes électorales de cette année 2024 nous avons pris diverses initiatives pour sensibiliser et alerter les candidat.e.s des diverses formations politiques sur cette situation de sous-financement et ses conséquences.

Par ailleurs, nous continuerons à mener cette campagne de sensibilisation et de revendications jusqu'aux prochaines échéances électorales communales d'octobre 2024 et plus loin si nécessaire.

Le SLFP ne laissera pas le personnel du secteur public bruxellois périr !

